

SOS-SYSTÈME DÉMENT



par **Daniel Cohn-Bendit**, député européen.

Les capitalistes ont passé un très mauvais été. D'abord, le sale temps qui a régné un peu partout va leur rendre difficile de nier le fait que notre système de production a un impact négatif sur le climat. Ensuite, l'intégrité de leurs élites, ces grands managers qui faisaient la une des magazines, est désormais remise en question par la succession des scandales qui ont touché les plus grandes entreprises. Enfin, les prétendus grands visionnaires des marchés, le FMI ou la Banque mondiale, ont montré qu'ils se trompaient régulièrement. Ils nous avaient assuré que l'effondrement de l'Argentine n'aurait pas d'effet de contagion, ils proclamaient que la crise n'était qu'un épiphénomène lié au 11 septembre, et ils annonçaient que la reprise allait venir très vite. Ils avaient tout faux.

Le capitalisme tel qu'il existe réellement est désormais mis en question dans sa capacité à stabiliser les niveaux de vie dans les pays riches et à affronter les défis du développement en Afrique, en Amérique latine ou en Asie. Et, pour l'instant, les réponses qu'il a apportées ne fonctionnent pas.

George Bush, le président de l'économie la plus puissante, essaie certes de donner un second souffle à ce système en tentant de remettre la morale à l'ordre du jour. Mais il n'est pas le mieux placé pour cela, car il est lui-même un des instruments de ce capitalisme chaotique. Il en a été l'employé et il en a tiré de gros bénéfices personnels dans des conditions suspectes. Et sa campagne électorale a été financée par ces mêmes managers qui voulaient renforcer le mouvement de dérégulation. Sa crédibilité est donc faible et, s'il voulait la restaurer, il lui faudrait s'attaquer sérieusement à des forces économiques qui ont été les moteurs de sa conquête de la Maison-Blanche !

Il serait plus crédible s'il commençait par faire la lumière sur le financement de sa campagne électorale, et notamment sur le rôle de sociétés comme Enron ou WorldCom. Il ne semble pas non plus disposé à prendre la moindre décision qui pourrait gêner l'industrie pétrolière avec laquelle lui, son père et son équipe ont entretenu des rapports étroits. De plus, son attitude à l'égard de tous les efforts d'organisation de la communauté internationale – le tribunal pénal international, le protocole de Kyoto, ou même la liberté du commerce international – ne montre pas qu'il est disposé à renverser la vapeur.

“Les irrégularités, les illégalités, ne sont que l'expression de la folie du système boursier.”

Dire qu'il ne faut pas tricher, payer ses impôts et assurer une véritable transparence des comptes pour les petits actionnaires, c'est une platitude. Cela revient à dire : « Il faut boire, il faut manger, il faut dormir. » Tout le monde sait que si la confiance ne revient pas, le système est menacé. Mais tant que les règles du système ne sont pas modifiées, il sera inévitable que les entreprises se dopent à l'illégalité, comme les coureurs du Tour de France le font dans une épreuve qui exige trop d'eux.

Les irrégularités, les illégalités, ne sont que l'expression de la folie du système boursier. Les discours moraux ou même l'accroissement de la répression ne mettront pas fin à ces pratiques, pas plus que l'application systématique de la peine de mort aux Etats-Unis n'empêche des gens d'en tuer d'autres. Seules une véritable régulation et une réelle transparence, une réforme en profondeur du système en fonction des nouveaux défis – ce qui ne veut pas dire l'accroissement des pouvoirs des Etats –, permettront d'assainir le capitalisme.

Increvables prophètes du malheur



Par **Michel Moreaux**, chercheur à l'Institut d'économie industrielle de l'université de Toulouse.

La peur de manquer de ressources naturelles n'est pas nouvelle. Au début du XVIII^e siècle, des esprits éminents pensaient que les sociétés occidentales allaient devoir faire face à une pénurie de bois. Et Colbert avait fait procéder à l'organisation de la forêt de Tronçay pour que la Royale ne manquât pas de bois de marine vers la fin du XX^e siècle.

En 1865, un grand économiste prévoyait que l'industrie anglaise était à terme menacée par l'épuisement de ses mines de charbon. Effectivement, l'industrie anglaise a depuis perdu de sa superbe. Mais ses mines de charbon ne sont pas épuisées. Au milieu du XX^e siècle, les âmes sensibles voyaient bien que, avec 350 millions d'habitants, l'Inde était condamnée à la famine. On manquerait de terres. Cinquante ans après, sa population et son produit par habitant ont tous les deux triplé.

Un siècle après les prédictions sur les conséquences dramatiques pour l'Angleterre de l'épuisement de son charbon, alors qu'au même moment on découvrait le pétrole de l'autre côté de l'Atlantique, le Club de Rome

LA FADEUR DE L'EUROPE



Par Hervé Juvin,
président
d'Eurogroup
Institute.

La Convention pour la réforme des institutions européennes a été installée en février 2002. Les Français s'y sont intéressés juste le temps de découvrir que Valéry Giscard d'Estaing la présidait, puis s'en sont détournés. Ils ont tort. Car l'Europe va mal, et la France dans l'Europe est mal.

D'abord, parce que nombre des dirigeants d'entreprise sont découragés par la course d'obstacles que les administrations sociales continuent d'imposer à leurs opérations transnationales. Ensuite, parce que la promesse de l'euro a été vidée de son sens par un durcissement des frontières fiscales : peut-on traiter comme un criminel l'épargnant allemand ou français qui souhaite bénéficier de l'attrait fiscal du Luxembourg ou de l'Autriche ?

L'Europe va mal encore parce que le fameux couple franco-allemand n'avance plus du même pas. Enfin, et surtout, parce que les fondements historiques de l'Union se sont évanouis avec l'éclatement de l'Union soviétique et la disparition des idéologies socialistes. Dorénavant, ou bien la politique de l'Union sera ce qu'est toute politique, aux Etats-Unis comme en Russie, en Chine ou en Inde, une affaire d'identité, de puissance et d'armée, ou bien l'Europe ne sera qu'un trésor à conquérir.

Pour mesurer le caractère timoré de la politique de l'Union, il suffit d'évoquer cette vision : une Europe qui aurait proposé à la fin des années 80 une intégration de la Russie disposerait aujourd'hui de la première armée

et de la première économie au monde. Au contraire, il faut constater l'avance prise par les Etats-Unis en associant la Russie à l'Otan. Ils ont changé le centre de gravité du traité de défense de l'Occident et marginalisé le projet de sécurité de l'Union !

Le gâchis réalisé par l'Union du fait de l'obsession économique et sociale qui sévit à Strasbourg comme à Bruxelles n'est pas conjoncturel ; le projet d'Union des années 50 était un projet de pays vaincus, occupés, soustraits au jeu mondial. La rhétorique française a masqué cette situation. Elle trompe encore les Français sur l'ordre des priorités – réaliser la déflation sociale pour élever le budget de la Défense aux 3 % du PIB – et sur les moyens de répondre à l'appel du premier tour de la présidentielle – la sécurité collective et économique, la capacité de décider et de peser. Une identité qui rassemble et qui distingue n'appelle pas moins, mais plus d'Europe.

Si l'Europe est un quotidien fade, et non une vision, c'est surtout parce que les institutions ne permettent pas l'expression d'une offre politique conforme aux vœux des peuples européens, ne créent pas les conditions du fait majoritaire, n'assurent aucun moyen aux hommes porteurs de projets de s'imposer et d'imposer. Dans la forme de ses institutions se dessinera l'image de l'Europe de demain. Ou une figure de sable et de mots, que les tempêtes du monde effaceront, ou celle d'un corps de chair et de sang, promis à grandir et à vivre son destin.

“Du fait de son obsession économique et sociale, l'Union a réalisé un beau gâchis.”

Bagdad peut attendre

Si George Bush renonce, au moins provisoirement, à attaquer l'Irak, ce sera une nouvelle preuve du retour du pragmatisme, pour ne pas dire du cynisme en politique. En deux mots, ce sera la victoire de la logique des « monstres froids » que sont les Etats, certainement pas celle de la politique au nom des droits de l'homme. Il ne faudra pas y voir un retour de Washington aux principes de la « paix perpétuelle » d'Emmanuel Kant, mais au contraire une nouvelle application du réalisme politique de Thomas Hobbes.

Tous les vieux « sages » de la diplomatie américaine, Kissinger, Brzezinski, Scowcroft, et l'ancien boss de l'Otan, le général Wesley Clark, se sont prononcés contre une action précipitée. Les lobbys pétroliers, que l'on sait influents à Washington, commencent à s'inquiéter. Les militaires du Pentagone montrent peu d'enthousiasme à

sauter sur Bagdad. Tous les alliés des Etats-Unis, les Européens bien sûr, mais surtout les Etats de la région (à l'exception d'Israël) freinent des quatre fers. Et les Kurdes qui devraient servir d'appui au sol hésitent à s'engager.

Ce qui emportera la décision risque bien d'être la cuisine électorale américaine. Une attaque avant les élections parlementaires de novembre est, nous dit-on, militairement impossible. Mais, dès janvier 2003, Bush ne pensera plus qu'à sa réélection. Or il n'aura pas envie de se trouver embourbé dans un conflit (l'Afghanistan et les sanglantes bavures des alliés locaux montrent les risques de ce genre d'affaire), comme le furent Johnson au Vietnam ou Truman en Corée : tous deux durent renoncer à se représenter.

Reste à savoir si Washington ne s'est pas déjà trop avancé en promettant de renverser Saddam Hussein. Et si Bush voudra risquer de devoir, dans deux ans, à la veille de la présidentielle, convoquer une réunion à la Maison-Blanche pour répondre à cette question : « Au fait, pourquoi avons-nous décidé d'attaquer l'Irak ? »



Par Bernard Poulet,
rédacteur en chef
à L'Expansion